

## DEBLOQUER LA CACANIE

Dans les salons d'une mondaine roturière, des aristocrates vieilliss et des intellectuels las dissertent à perte de vue. Il s'agit de faire pièce à l'arrogant essor de l'allié haï, la Prusse, par une "Action parallèle", qui rappellera au monde le rôle irremplacable que peut, que doit encore y jouer l'Autriche-Hongrie, Impériale et Royale, "Kaiserlich und Königlich": la "Cacanie", dit Musil. Ulrich, "L'homme sans qualité", observe, sceptique. Comment cet assemblage de nations aux aspirations disparates, pangermanistes, slavophiles, hongrois, se doterait-il d'un projet commun? D'une idée-force mobilisatrice?

Nous le savons: il ne l'a pu, il ne le pouvait pas. Qui se souvient encore de cet immense empire millénaire au coeur de l'Europe, parti en lambeaux il n'y a que soixante-dix ans? Non par quelque débilite inhérente à ses éléments (chacun dans son camp, l'Autriche et la Hongrie se distinguent honorablement dans la crise actuelle ). Mais par la débilite de l'assemblage. Après coup, s'opposant au roman ironique de Musil, Joseph Roth ira pleurer, dans La Crypte des Capucins, ce monde qui "aurait du", qui avait les atouts pour abriter un concert pacifique de nations: quand même une culture commune, un appareil administratif unificateur... Mais il ne suffit pas de devoir, ni même d'avoir quelques atouts.

<<Faisons l'Europe! Elle ne vaut pas grand chose, mais c'est tout ce que nous avons>> clament aujourd'hui ceux qu'inquiètent l'essor (bien réel) du Japon, le ressaut (peut-être illusoire) de l'Amérique. Admettons-le, sans trop approfondir la part de racisme inconscient, ou d'égoïsme de nantis, qui poussent à choisir l'Europe plutôt que tout autre forme d'alliance internationale (par exemple, méditerranéenne) entre ceux que menacent politiquement l'URSS et les USA, économiquement les USA et le Japon. Admettons-le parce que "l'union fait la force", que l'Europe a déjà des bases d'unité, et qu'il faut être fort pour sauvegarder un projet propre.

Mais quel projet ? Quelle Europe ? et comment ? Sans une telle réflexion, les initiatives les plus justes, comme celles du Président de la République Française en faveur du projet Eurêka, risquent bien de n'être que nouvelles "Action parallèle" (parallèle à l'Initiative de Défense Stratégique et au projet "Ordinateur de Cinquième Génération").

Eh bien, soyons lucides. "L'Europe désuète", comme disait Claude Julien, n'a plus de projet propre. Et ses bases d'unité institutionnelles actuelles (la Communauté, le Système Monétaire) entravent non seulement les projets "européens" (ne parlons pas des réussites technologiques et commerciales comme Airbus et Ariane qui ne sont pas des projets de société, ni d'ailleurs des fruits des institutions

européennes) mais même les projets de développement économique et social que pourraient nourrir les nations qui la composent.

Certes, ces institutions ont bien mérité de la croissance de naguère, la croissance "fordiste" de l'Après-Guerre, fondée sur la production de masse pour une consommation de masse. Compromis social, projet de société où communiaient les démocrates chrétiens et les socio-démocrates d'Allemagne et d'Italie, les "développementistes" de France (gaulliste, socialistes, qu'importe). En ouvrant un vaste marché commun, la Communauté répondait à la concentration de la production pays par pays. Mais chaque pays gardait la responsabilité d'élargir son propre marché, donc celui de tous. Comment? Par des formes institutionnelles, coercitives pour tous les entrepreneurs de chaque pays, conventions collectives, salaire minimum de croissance, Etat-Providence. Dans chaque pays, aucun employeur ne pouvait donc jouer les "francs tireurs": baisser ses propres salaires, et profiter de l'accroissement du salaire versé par les autres. D'où le consensus: plein emploi-hausse du pouvoir d'achat-élargissement du courant des affaires. Et entre chaque pays? Rien, ou plutôt un engagement moral, inscrit dans le Protocole de Rome: <<...promouvoir (..) une expansion continue et équilibrée, [par] un relèvement accélééré (je souligne) du niveau de vie, et des relations plus étroites entre les pays>>. Et si un pays croissait plus vite que les autres? Il avait tendance à exporter moins, importer plus, mais il

pouvait avoir recours à des clauses de sauvegarde, ou dévaluer sa monnaie, pour protéger sa balance commerciale. L'Italie, la France ont largement utilisé ces possibilités. Prime était ainsi donnée à ceux qui jouaient le jeu.

Les chocs pétroliers, la nécessité aiguë d'équilibrer les balances commerciales ont brisé ce consensus. Chaque membre du Marché Commun tenta, par la course à la productivité et la compression du pouvoir d'achat, de compenser chez les autres la restriction des débouchés qu'il organisait chez lui. D'autant que l'utilisation restrictive des clauses de sauvegarde et surtout l'institution du Système Monétaire Européen, qui interdit à chacun de rétablir sa compétitivité par la dévaluation sans l'autorisation préalable des autres (qui n'y ont bien sûr nul intérêt), n'offraient plus que la "stagnation compétitive" pour protéger sa balance commerciale. On en abusa. Les dix-huit premiers mois de l'expérience socialiste française illustrèrent le paradoxe: ceux qui s'en tenaient à la lettre du Traité ("... la croissance accélérée du niveau de vie...") étaient dorénavant pénalisés. Car il n'existe ni convention collective, ni salaire minimum, ni droit social européen. Jacques Delors en tira les conséquences au Forum de l'Expansion de Janvier 1984: <<Nous devons dorénavant croître 1% moins vite que les autres>>.

Inutile d'être un économiste, ou un sociologue des "effets pervers", pour comprendre qu'un tel comportement de

franc-tireur, de parasite des marchés des autres, quand il se généralise, engendre la stagnation commune. Et voilà (entre autres raisons, bien sûr) pourquoi notre Cacanie se traîne depuis 10 ans, derrière les USA, le Japon, la Corée. L'Europe s'est organisée contre elle-même, contre sa croissance, sa modernisation, son progrès et son consensus social.

Que faire? Trois solutions a priori. Un retour à l'autonomie de décision de chaque nation dans ses rapports économiques avec les voisins? Ce serait sans doute dommage, mais les expériences suédoise, norvégienne, suisse, autrichienne, montrent que ce serait un meilleur choix qu'une zone de libre échange sans politique sociale commune. Alors, un vrai espace socio-économique européen, avec une législation sociale, un Etat-providence communs, et des transferts unilatéraux rendant inutile l'équilibrage des balances commerciales nationales (comme entre les régions d'un même Etat)? Autant dire: un Etat-Nation fédéral européen. Belle utopie, mais il faut des guerres séculaires pour faire un Etat-Nation, et même l'Allemagne n'a pu unifier le sien plus de 75 ans!

Non, des Etats-Nations individualisés, avec leurs propres compromis socio-politiques, sont appelés à coexister encore longtemps en Europe. Il ne reste qu'une seule voie: amender les institutions européennes pour les rendre conforme à l'esprit du traité. Ce qui signifie:

- découpler autant que faire se peut les compromis sociaux

nationaux des conditions de la compétitivité intra-communautaire.

- primer les pays qui "accélèrent leur niveau de vie".

Problèmes techniques délicats, mais solubles si existe la volonté politique. Problèmes d'ailleurs bien connus des "fondateurs". L'invention et la généralisation de la T.V.A. ne visait-elle pas à "sortir" la fiscalité indirecte du prix à la frontière? Lui faire dorénavant porter la charge de la protection sociale laisserait à chaque démocratie nationale le choix du niveau de socialisation du revenu, le consommateur payant toujours et intégralement la seule charge de protection sociale dont il bénéficie en tant que citoyen, alors qu'aujourd'hui le consommateur belge paie la protection sociale du Français quand il "consomme français", et profite de l'absence de protection sociale du producteur quand il "consomme coréen".

La question de la "prime à l'expansion" avait elle aussi été débattue. En portent la trace les clauses de sauvegarde de l'article 109, comme les débats préparatoires au S.M.E. sur "l'indicateur de divergence", qui aurait dû indiquer quels pays avaient la charge de rétablir des déséquilibres commerciaux (pas seulement les déficitaires - par la récession - mais aussi les excédentaires - par la relance). Ne pourrait-on pas préciser explicitement qu'un pays qui croît plus vite que la moyenne de la Communauté pendant deux trimestres de suite, jouant ainsi la

"locomotive" mais accumulant les déficits commerciaux, a le droit d'ajuster unilatéralement sa parité et d'appliquer les clauses de sauvegarde?

On pourrait, on pourrait... Encore faudrait-il que l'Europe soit à nouveau d'accord pour favoriser le progrès économique et social. Mais la Cacanie peut elle encore s'unifier sur l'idée de progrès?

Alain LIPIETZ

Economiste

Auteur de L'Audace ou l'enlèvement

(Ed. La Découverte)